

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Troyes, le 3 août 2023

Nos réf. : SAU/PFM/SP n° 23-368

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 5 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCIAE DIENVILLE

44 RUE PAUL GIRARD
10500 Dienville

Code AIOT : 0100021259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 mai 2023 dans l'établissement SCIAE DIENVILLE implanté Parcelle : 000 / ZB / 0073 10500 DIENVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIAE DIENVILLE
- Parcelle : 000 / ZB / 0073 10500 DIENVILLE
- Code AIOT : 0100021259
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'AIOT visitée, située sur la parcelle : 000 / ZB / 0073 à DIENVILLE, consiste en une parcelle végétalisée contenant des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2009, article L. 512-1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection conjointe entre l'OFB et l'inspection des installations classées, les agents ont constaté un site de stockage de déchets.

Des témoignages rapportés aux agents assermentés de l'OFB mentionnent l'utilisation historique de la parcelle pour le stockage et le brûlage de déchets industriels par une ancienne société appelée SCIAE.

Sur le site, divers déchets tels que bois, matelas, pneus de tracteurs, et bidons ont été constatés, ainsi que des traces de brûlage.

Des tickets de caisse récents ont également été trouvés parmi les déchets.

L'inspection des installations classées considère que le site est connexe au site principal exploité par SCIAE DIENVILLE, et est donc soumis aux mêmes obligations liées à cette exploitation.

En conséquence, l'inspection des installations classées estime que le site de stockage de déchets est une installation classée au titre de la rubrique 2760-1 (stockage de déchets dangereux), sous la responsabilité de la société SCIAE DIENVILLE.

L'exploitant ne possédant pas d'arrêté d'autorisation, et n'ayant pas déposé de dossier pour ce stockage, celui-ci doit régulariser sa situation administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2009, article L. 512-1
Thème(s) : Illégaux, Installation non autorisée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier.
Constats : L'inspection des installations classées s'est rendue sur site conjointement avec deux agents assermentés de l'OFB. Les agents de l'OFB indiquent avoir des témoignages mentionnant l'utilisation historique de la parcelle pour du stockage et du brûlage de déchets industriels par l'ancienne SCIAE (SOCIETE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE D'AMEUBLEMENT EUROPEEN, SIRET 31854632200021, liquidée le 28/03/2018). Sur ce site, ci après désigné « site de stockage de déchets présumé », l'inspection des installations classées constate la présence de déchets divers (bois, matelas, pneus de tracteurs, bidons etc.) ainsi que des traces de brûlage. Des tickets de caisse récents (datant de moins d'un mois) ont été constatés dans les déchets présents sur site. A noter que ce site de stockage de déchets présumé n'est pas clôturé. Sollicité par l'OFB et l'inspection des installations classées, lors d'une visite inopinée sur le site industriel et siège social, à proximité de la parcelle inspectée, le directeur général de la SCIAE DIENVILLE (SIRET 83829658000015) déclare que sa société est propriétaire des terrains ayant appartenu à l'ancienne SCIAE, notamment le site industriel et le site de stockage de déchets. Le directeur général déclare que la SCIEA DIENVILLE exploite le site industriel, mais n'exploite pas le site de stockage de déchets présumé, et déclare ignorer l'usage historique du site de stockage de déchets présumé. Cependant, la société SCIAE DIENVILLE ayant récupéré le droit d'exploitation ICPE de la société SCIAE, sur son siège social et site principal, celle-ci récupère également les obligations liées à cette exploitation. Les témoignages des agents de l'OFB liant directement les activités de la société SCIAE au dépôt de déchet, le site de stockage et brûlage de déchets est considéré comme connexe au site principal. Par conséquent, l'inspection des installations classées estime que le site de stockage de déchets est considéré comme une installation classée au titre de la rubrique 2760-1 (stockage de déchets dangereux). Ainsi, l'inspection des installations classées propose à Mme la préfète de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation dans un délai de 9 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 9 mois